



PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

## **AXE 2 : Favoriser l'innovation et renforcer la compétitivité du tissu économique francilien**

### **Action 10 : Soutien à des projets d'innovation sociale notamment à l'aide des TIC et soutien pour la généralisation du très haut débit**

#### **Thèmes prioritaires :**

- 04 - Aide à la RDT notamment dans les PME (y compris l'accès aux services de RDT dans les centres de recherche)
- 10 - Infrastructures téléphoniques (y compris réseaux à large bande)
- 11 - Technologies de l'information et communication (accès, sécurité, interopérabilité, prévention des risques, recherche, innovation, e-content...)
- 12 - Technologies de l'information et communication (TEN-TIC)
- 13 - Services et applications pour le citoyen (e-health, e-gouvernement, e-learning, e-inclusion...)
- 14 - Services et applications pour le PME (commerce électronique, éducation/formation, mise en réseau..)
- 15 - D'autres actions visant l'accès aux TIC par les PME et leur utilisation efficace
- 80 - Promotion de partenariats de pactes et d'initiatives de la mise en réseau des acteurs concernés aux niveaux national, régional et local.

#### **Objectifs de l'action :**

- Développer l'innovation non technologique ;
- Encourager l'innovation sociale ;
- Développer les TIC ;
- Faire accéder l'ensemble des Franciliens aux télé-services ;
- Lutter contre la fracture numérique et favoriser l'e-inclusion ;
- Mieux couvrir l'Ile-de-France en tenant compte de la spécificité du numérique dans une vision intégrée des projets (infrastructures, usages et services) et des territoires (articulation entre zones blanches, zones d'activités économiques et zones denses) ;
- Développer l'accès à Internet à très haut débit.

#### **Description de l'action :**

- Conduite d'expérimentations découlant de travaux de recherche, autour de thèmes d'intérêt sociétal, qui ouvriront la voie à des actions pérennes innovantes sur le plan sociétal.
- Soutien en amont de la généralisation par l'initiative publique de l'accès à Internet à très haut débit par des études pré-opérationnelles (étude de piquetage fin, schéma d'ingénierie, étude juridique) ;
- Mise en place de stratégies et d'outils de gouvernance au niveau régional, mise en réseaux des acteurs locaux pour plus d'efficacité collective ;

- Améliorer l'accessibilité aux infrastructures et aux services très haut débit ou par défaut haut débit pour tous les ménages et les entreprises ;
- Intégration des TIC dans les process de production de l'économie marchande comme du secteur public ;
- Développement des usages en lien avec celui des infrastructures et des services ;
- Favoriser l'appropriation des TIC par les PME, les TPE, les entreprises artisanales et les particuliers ;
- Favoriser le déploiement des plates-formes de services mutualisés pour de meilleurs services au public au meilleur prix.

### **Bénéficiaires potentiels<sup>1</sup> :**

TPE, PME, associations citoyennes et/ou les partenaires de recherche (laboratoires de recherche), collectivités territoriales, chambres consulaires, éventuellement clusters.

### **Secteurs ou zones privilégiés :**

Tout le territoire régional, mais en priorité les zones urbaines les plus en difficulté.

### **Partenaires co-financeurs potentiels :**

Etat, Conseil Régional Ile de France, Commission Européenne, Conseils Généraux, collectivités territoriales, entreprises, partenariat public/privé...

### **Critères de sélection des projets :**

- Potentiel de création d'emplois
- Caractère innovant du projet
- Prise en compte des priorités transversales européennes (égalité des chances, environnement, lutte contre les discriminations, emploi) et en priorité les projets ayant un impact positif.
- Le caractère applicatif du projet d'innovation (une évaluation devra évidemment systématiquement être conduite. Un plan de dissémination découlant de l'expérience pilote devra être proposé)
- Pour les études pré-opérationnelles, elles doivent s'inscrire dans la SCoRAN
- Le développement de l'e-administration, le soutien à la mise en place de services spécifiques innovants dédiés aux populations en difficulté, à des projets pilotes de déploiement de l'usage des TIC avec un but éducatif rentrent dans ce cadre.

### **Critères d'éligibilité des projets :**

- Partenariat entre des associations citoyennes et des laboratoires de recherche, ou le cas échéant, d'autres acteurs tels que : entreprises, fédérations professionnelles, collectivités locales...
- Des thématiques à caractère innovant et revêtant un intérêt sociétal fort (exemples de domaines visés : santé publique, développement social et urbain, accessibilité, démocratie participative, parité homme-femme, intégration, e-administration...)²

<sup>1</sup> Les bénéficiaires sont listés à titre indicatif ; la liste n'est pas exhaustive.

- Une expérience pilote (avec éventuellement réalisation de prototypes) menée en collaboration avec l'un des partenaires économiques, institutionnels... du projet, qui ouvrira la voie à la mise en place à plus grande échelle de nouveaux services ou technologies fortement innovantes sur le plan sociétal.
- Des études portant sur la mise en place de projets à caractère expérimental et innovant pourront être financées. Ces projets peuvent concerner notamment des modes d'organisation, des mises en réseau, des processus de collaboration et d'évaluation.
- la réalisation du projet au bénéfice d'une zone urbaine en difficulté
- la concentration sur l'une des sept filières prioritaires.
- Pour les études pré-opérationnelles, elles doivent être portées à l'échelle d'un département dans la suite d'un SDTAN.

#### **Taux maximum d'intervention UE :**

Le taux d'intervention maximum du FEDER est de 46,3% au niveau de l'axe 2.  
Pour les études pré-opérationnelles relevant de la SCoRAN et des SDTAN, le taux d'intervention FEDER est au maximum de 20% du coût total éligible.

#### **Complémentarité FSE / FEDER/FEADER :**

Pour toutes ces actions, la complémentarité sera recherchée au cas par cas avec le FSE, axe 4 : « Investir dans le capital humain et la mise en réseau, l'innovation et les actions transnationales ».

#### **Régimes d'aides mobilisés :**

Il s'agit d'une aide non remboursable.

Régime des actions collectives, autorisé par la Commission européenne (décision de 1991).

Décret n°2007-732 du 7 mai 2007 relatif aux zones d'aides à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises.

Régime N330/10 concernant le très haut débit.

#### **Dépôt des dossiers :**

S'agissant d'une action territorialisée, la préfecture de département du lieu où se déroule l'action est service unique responsable.

#### **Service instructeur :**

DIRECCTE

**Service s techniques à consulter :** Caisse des dépôts et consignations.

A titre d'information générale, les objectifs poursuivis auxquels devront contribuer les projets sont mesurés par les indicateurs suivants.

<sup>2</sup> Les thématiques environnementales et de développement durable ont plutôt vocation à être financées au titre de l'axe 4 du PO FEDER « la problématique de l'environnement et du développement durable »

## **Indicateurs**

<b>type</b>	<b>libellé</b>	<b>état initial</b>	<b>Objectif final</b>
Réalisation	Nombre d'expérimentations découlant de projets de RDT	0	Une soixantaine de projets
Réalisation	Nombre de TPE ou de PME	0	Une dizaine de TPE ou PME
Réalisation	Entreprises desservies (valeur absolue et valeur relative)	0	Environ une dizaine d'entreprises localisées dans la zone d'activité
Réalisation	Espaces Publics Numériques soutenus	+ de 500*	Environ 4 espaces publics numériques
Réalisation	Construction de réseaux : km de fourreaux télécoms, nombre de zone d'activités desservies.	0	2 à 3 zones d'activités
Réalisation	Nombre d'études pré-opérationnelles SCoRAN	0	5 études réalisées
Résultat	Nombre de nouveaux services et applications créés pour le citoyen utilisant les TIC (e-health, e-government, e-learning, e-inclusion...)	0	Une dizaine de nouveaux services et applications créées pour le citoyen utilisant les TIC sur la durée de la programmation
Impact	Nombre d'emplois créés (dont femmes / dont en CUCS)	0	Environ 60 emplois créés sur la durée de la programmation

\*Source : Délégation aux usages de l'Internet (Ministère de l'Enseignement supérieur - Base 2010)